

# La République et les « sauvageons » \*

Par Thierry Baranger et Thierry Pech

Qui sont ces *sauvageons* dont on parle tant ? S'agit-il seulement des plus jeunes hôtes de nos banlieues, contrées si mal connues qu'on y dépêchait encore récemment de très officielles missions exploratoires ? Le mot marque à lui seul le flou de nos catégories. Dans *sauvageons*, il y a du diminutif sympathique et même un léger accent de tendresse. Du bon sauvage, en somme. Mais on y devine aussi de l'inconnu mal domestiqué, de l'inquiétant, voire du barbare... Le refrain du ministre de l'Intérieur le montre bien, les mineurs sont les sujets les plus ambigus de nos démocraties : on les adore, on les craint ; et on ne les craint peut-être autant que parce qu'on leur voue un culte aussi ardent. La justice n'a jamais été aussi soucieuse de les protéger et de sanctionner sévèrement ceux qui leur portent atteinte (« pères abuseurs », parents démissionnaires qu'il faut s'empressement de « tutélariser », pédophiles en tout genre, enseignants suspectés...).

Les droits de l'enfant continuent leur percée dans les mentalités et les pratiques sociales pour faire du *petit* l'archétype de la victime abandonnée aux prédatations d'une vie sociale de plus en plus risquée. L'enfance est le paradigme moderne d'une pureté native et vulnérable, d'une innocence incorrompue, parente éloignée du bon sauvage d'autrefois, celui que la société n'a pas encore pollué. Et cependant l'opinion publique n'a jamais été aussi désemparée devant la recrudescence de la délinquance juvénile et l'effondrement progressif de sa moyenne d'âge. Celui-ci mériterait d'ailleurs commentaire : un bris de vitres eût-il donné lieu il y a dix ans à une mise en cause policière ? Si l'on excepte l'accroissement des infractions contre les personnes – qu'il n'est pas question de sous-estimer –, ne faudrait-il pas tempérer ce rajeunissement de la délinquance par l'affaiblissement du seuil de tolérance des institutions ?

Il reste que notre objet le plus précieux pourrait bien dissimuler notre

ennemi le plus intime. L'adolescent destructeur et violent se rapproche dangereusement du territoire de la candeur originelle, et laisse prospérer le fantasme largement partagé d'une population de nouveaux « Apaches » sans foi ni loi, avec leur organisation prémafieuse, leurs solidarités secrètes, leurs musiques, leurs codes linguistiques, etc. Mais n'allons pas plus loin : ce serait leur prêter un embryon de culture que le vocabulaire politique leur dénie au lieu de s'y confronter.

Jusqu'à une époque récente, il y avait les bons et les mauvais jeunes et leur répartition la plus commune reposait sur l'ordre générationnel. Bon et fragile jusqu'à 12-13 ans, l'enfant pouvait devenir *difficile*, voire dangereux, par la suite : il prenait alors les formes de *l'adolescent à problèmes* qui fait encore le bonheur des conseils de classe, ou plus récemment, celle de *l'incassable*, horizon de notre impuissance collective. La donne a changé : les figures du désordre viennent investir peu à peu l'imaginaire-refuge de la bonne nature. Les demandes de plus en plus insistantes d'abaissement à 16 ans de la majorité pénale viennent nous le rappeler. Bref, les mineurs sont à la fois conçus comme objets sacrés et sujets à risque. C'est pourquoi ils peuvent à tous moments cristalliser le vieux conflit entre les aspirations éducatives et les crispations répressives.

Au fond, le sauvageon traduit l'ambivalence de notre rapport à l'enfance et explique le mélange d'attendrissement et de panique qui traverse le débat public aujourd'hui. Des attitudes qui, en dépit de leur confortable opposition, manifestent un double aveu de faiblesse. À l'heure où l'on préfère la démocratie à l'école de la démocratie, on peut se demander quels moyens la société française est prête à consacrer à l'institution de sa jeunesse. Nos enfants nous font peur parce que nous nous faisons peur nous-mêmes : nous craignons qu'une entreprise d'institution plus ambi-

tieuse, des parents mieux soutenus dans leur rôle, une école moins compatissante et des adultes moins complexés ne viennent salir notre bel objet, notre bon sauvage. Mais on ne peut pas en même temps fétichiser, punir et instituer. Il faut choisir. Un vrai discours républicain devrait dépasser l'alternative répression/apitoiement – ce mauvais choix, que stigmatisait récemment un sociologue, « *entre l'abbé Pierre et Charles Pasqua* » – pour restaurer son autorité. Or, comme le disait Hannah Arendt, « *celle-ci est un peu moins qu'un ordre, mais un peu plus qu'un avis* ». ■

\* Nous remercions le journal *Libération* de nous permettre de publier ce « libre opinion » qui a fait l'objet d'une première publication les 23/24 janvier 1999.